

MARCHE PUBLIC DE SERVICES
ACCORD CADRE A BON DE COMMANDE

Procédure adaptée

Conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes
La maison Forte, 2 rue des Vallières
69390 VOURLES

Consultation des entreprises
REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)
MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**Travaux mécaniques de broyage et de fauche de la végétation pour des sites
naturels dans le département de l'Ain (01)**

N°062022TRAMEC921AIN

Date limite de réception des offres
27 Juillet 2022 à 12h

REGLEMENT DE CONSULTATION (Commun à tous les lots)

ACHETEUR

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes
2 rue des Vallières
La Maison Forte
69390 VOURLES
Téléphone : 04 72 31 84 50
Télécopie : 04 72 31 84 59

<https://www.cen-rhonealpes.fr/>

Objet du Marché

Travaux mécaniques de broyage et de fauche de la végétation pour des sites naturels dans le département de l'Ain (01)

Sommaire

1.1	Maître d'ouvrage (adresse de facturation)	4
1.2	Objet du Marché	4
1.3	Procédure de passation	5
1.4	Personne compétente pour la signature du présent marché.....	5
1.5	Date limite de réception des offres	5
1.6	Conditions de la consultation.....	5
1.6.1	Procédure de la consultation	5
	Nomenclature communautaire.....	5
1.6.2	Type de contractants.....	5
1.6.3	Variantes.....	6
1.6.4	Délai de validité des offres	6
1.6.5	Délai de modification de détail aux documents de la consultation	6
1.7	Prestations réservées à une profession particulière	7
1.8	Visite préalable des sites.....	7
1.9	Modalités de retrait des documents de la consultation.....	7
1.9.1	Modalités de remise des documents de la consultation par le maître d'ouvrage	7
1.9.2	Modalités de présentation des candidatures et des offres.....	8
1.10	Analyse des candidatures et jugement des offres	9
1.10.1	Analyse des candidatures.....	9
1.10.2	Jugement des offres	10
1.11	Conditions d'envoi ou de remise des offres.....	10
1.12	Indemnités des candidats ayant remis une offre.....	10
1.13	Documents à remettre par l'attributaire	10
1.14	Modalités de signature du contrat et des documents nécessitant une signature	11
1.15	Suite à donner si l'attributaire ne produit pas les documents exigés.....	12
1.16	Renseignements complémentaires	12
1.17	Fin de la procédure.....	12
1.18	Sur la notification du marché	12
1.19	Sur les voies et délais de recours.....	12

1.1 Maître d'ouvrage (adresse de facturation)

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes

2 rue des Vallières

La Maison Forte

69390 VOURLES

Téléphone : 04 72 31 84 50

Télécopie : 04 72 31 84 59

Adresse Internet (URL) : www.cen-rhonealpes.fr

Adresse mail : comptabilité@cen-rhonealpes.fr

1.2 Objet du Marché

Le présent marché porte sur les travaux mécaniques de broyage et de fauche mécanique de la végétation sur des sites naturels dans le département de l'Ain.

Montant minimum et maximum

Pour la durée de l'ensemble de l'accord cadre :

- le montant minimum est de 30 000 euros TTC
- le montant maximum est de 130 000 euros TTC

Les montants indiqués sont estimatifs. La quantité minimum et maximum par lot et par année est indiquée dans le CCTP pour chaque lot.

Le marché est alloté en 13 lots de la manière suivante :

N° Lot	Nom du lot	Site concerné
BUGEY		
1	Broyage mécanique avec exportation milieux humides	Marais du barrage d'Intriat
2	Broyage mécanique avec exportation milieux humides	ENS du lac Genin
BUGEY SUD		
3	Broyage mécanique avec exportation milieux humides	Combe de Cerin
4	Fauche mécanique avec mise en balles rondes	Combe de Cerin
5	Broyage mécanique avec exportation milieux humides	Lac Chailloux / Lac d'Armaille
6	Broyage mécanique avec exportation milieux humides	Lac de Chavoley
7	Fauche mécanique avec exportation	Lac de Chavoley
8	Broyage mécanique avec exportation milieux humides	Lac de Millieu
9	Broyage mécanique avec exportation milieux humides	Marais de Montbreyzieu
10	Broyage mécanique avec exportation milieux humides	Tourbière du lac de Crotel / ENS de Serrière de Briord
11	Fauche mécanique avec exportation	ENS de Serrière de Briord

PAYS DE GEX		
12	Broyage mécanique avec exportation milieux humides	ENS marais de la Versoix (marais des Bidonnes/marais de Prodon)
13	Broyage mécanique en milieux secs	Pelouse sèche de Vesancy

L'ensemble des lots du marché à attribuer constitue un accord-cadre à bons de commande, conclus selon les règles des articles L.2125-1 et R.2161-13 à R.2161-14 du code de la commande publique.

L'accord cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 42 mois à compter de l'émission du premier bon de commandes.

1.3 Procédure de passation

Le ou les marchés publics à conclure sont mis en concurrence dans le cadre d'une procédure adaptée dans les conditions des articles L2123-1, L2131-1, R2123-1, R2131-13 CCP.

1.4 Personne compétente pour la signature du présent marché

Monsieur Jean-Yves Chetaille, Président du CEN Rhône-Alpes ou son représentant dûment habilité.

1.5 Date limite de réception des offres

27 juillet 2022 à 12h.

1.6 Conditions de la consultation

1.6.1 Procédure de la consultation

Les candidats peuvent soumissionner pour tous les lots.

Dans le cas où plusieurs lots seraient attribués à un même soumissionnaire, un seul acte d'engagement pour l'ensemble des lots sera signé.

Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale
77211300-5 service de défrichement
77314000-4 service d'entretien de terrain

1.6.2 Type de contractants

Les candidats peuvent présenter leur offre sous la forme d'un groupement d'opérateur économique. Le maître d'ouvrage n'impose pas de forme juridique déterminée. Les sociétés joindront la convention de groupement à l'appui de leur proposition.

Les candidats ne peuvent pas présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois, en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements conformément à l'article R. 2142-21-1° et à l'article R. 2142-21-2° du Code de la Commande Publique.

En cas d'attribution du présent marché à un groupement momentané d'entreprises, le soumissionnaire, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du Maître d'ouvrage et coordonne les prestations des membres du groupement.

Les candidatures et les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation des marchés. Un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R. 2142-24 du Code de la Commande Publique.

La composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché selon l'article R.2142-26 du Code de la commande publique

Sous-traitance :

Les concurrents préciseront dans leur offre la part des prestations qu'ils comptent réaliser eux-mêmes ainsi que la part des prestations qu'ils comptent sous-traiter. Ils définiront de façon détaillée et indiqueront dans l'Acte d'Engagement la nature et le montant prévisionnel des travaux qu'ils comptent sous-traiter ainsi que le nom, la raison sociale et l'adresse du sous-traitant proposé. Pour les prestations qu'ils envisagent de sous-traiter en cours de marché, les concurrents proposeront une liste des entreprises sous-traitantes envisagées par nature de travaux et de prestations. Il conviendra également de fournir lors du dépôt de l'offre ou en cours d'exécution, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie. Il devra également remettre une déclaration du candidat une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion prévu par le Code de la commande publique.

Le titulaire aura ainsi recours au formulaire DC4 joint dans les documents de la consultation.

Il est interdit au titulaire de sous-traiter l'ensemble des prestations du lot attribué.

1.6.3 Variantes

La présentation de variante, quel que soit son objet, n'est pas autorisée dans le cadre de la présente consultation. A défaut, la variante du candidat ou du groupement de candidat sera déclarée irrecevable et rejetée sans être analysée.

1.6.4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours pour le marché. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

1.6.5 Délai de modification de détail aux documents de la consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché. Il informera alors tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre, sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction d'une nouvelle date.

En l'absence de négociation, l'acheteur pourra décider de régulariser les offres irrégulières conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

1.7 Prestations réservées à une profession particulière

Les prestations ne sont pas réservées à une profession particulière.

1.8 Visite préalable des sites

Des visites obligatoires des sites sont prévues pour chaque territoire :

- **Bugey** (lot 1 à 2),
 - Visite le **6 juillet à 15h**
 - Lieu de rendez-vous : **ENS du Lac Genin**

- **Bugey sud** (lot 3 à 11),
 - Visite le **6 juillet à 8h**.
 - Le lieu de rendez-vous: **Lac de Chavoley**, entrée nord du site. Point GPS: 45.827876, 5.694821

- **Pays de Gex** (lots 11 à 13),
 - Visite aura lieu le **7 juillet à 13h**
 - Lieu de rendez-vous : **Carrière de Vesancy**

Cette visite permettra au maître d'œuvre de présenter le chantier plus en détail, notamment les accès et les différents zonages. Elle permettra, en outre, à l'entrepreneur de pouvoir apprécier correctement l'ampleur des travaux, la nature du sol, les accès, etc.

1.9 Modalités de retrait des documents de la consultation

1.9.1 Modalités de remise des documents de la consultation par le maître d'ouvrage

Le dossier de consultation est gratuit et ne peut être obtenu que par voie dématérialisée

Les documents de la consultation sont disponibles sur la plateforme **de dématérialisation e-marchespublics.com**.

Ils comprennent les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation,
- L'Acte d'Engagement
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- Le BPU et le DQE pour les lots n°XX,
- Le BPU et le DQE pour les lots n°XX,
- Les formulaires DC1, DC2 et DC4,

Le maître d'ouvrage s'engage sur l'intégrité des documents mis en ligne. Les documents électroniques ont des contenus strictement identiques aux documents papiers diffusés dans le même cadre. Ils sont disponibles et conservés dans les locaux du maître d'ouvrage, et dans ce cas sont les seuls faisant foi sous cette forme.

1.9.2 Modalités de présentation des candidatures et des offres

Modalités générales de remise du dossier comportant la candidature et l'offre

Conformément aux articles L2132-2 et R2132-7 à R2132-14 CCP, et aux arrêtés du 22 mars 2019 relatifs à la dématérialisation des procédures de marchés publics, **les candidats sont dans l'obligation de transmettre tous les documents relatifs à la présente consultation et de communiquer avec l'acheteur exclusivement par voie électronique.**

En cas de transmission d'un pli sous forme papier, il ne sera pas ouvert et sera déclaré irrecevable.

Les candidatures doivent parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement. Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ne seront pas ouverts.

Contenu du dossier remis par le candidat

► Renseignements relatifs à la candidature

- Une lettre de candidature (formulaire DC1) avec les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat, y compris en cas de groupement, le cas échéant, l'habilitation du mandataire par ses cocontractants, ^[1]_[5EP]
- **Une déclaration sur l'honneur pour justifier que l'opérateur :**
 - n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics prévus aux articles L2141-1 à L2141-10 CCP (si l'imprimé DC1 n'est pas utilisé)
 - est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (modèle Métropole joint au dossier de consultation) lorsqu'il y est assujéti (R2143-3 CCP).

OU

Fournir le formulaire DC1 « Lettre de candidature » disponible sur le site du Ministère de l'économie et des finances.

- si le candidat est un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir une déclaration sur l'honneur.

- le candidat doit informer sans délai l'acheteur de tout changement en cours de procédure, de sa situation au regard des articles L2141-1 à L2141-10 CCP.

- Le formulaire DC2 ou document équivalent, correspondant à la situation juridique de l'entreprise, sa capacité économique et financière, ainsi que sa capacité technique. Le formulaire DC2 devra être complété des éléments suivant :

- Situation juridique - références requises
 - Inscription sur un registre professionnel (extrait K-Bis)
Si l'entreprise est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, (Article E du formulaire DC2)
- Capacité économique et financière - références requises
 - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et la part du chiffre d'affaires concernant les services ou travaux objets du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles, (Article F1 du formulaire DC2).

- La preuve d'une assurance pour les risques professionnels,
- Capacité technique - références requises
 - Les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
 - Une liste des prestations exécutées au cours des trois dernières années représentant des références adéquates à l'objet du marché (préciser la nature, le montant, date et lieu d'exécution des travaux, et s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin). Les prestations doivent être prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (formulaire DC2).
 - Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

Les candidats peuvent utiliser en lieu et place des formulaires DC1 et DC2 le Document Unique de Marché Européen.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il doit justifier les capacités de ce/ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve pourra être apportée par tout moyen approprié. Il pourra être précisé que l'acheteur a la possibilité d'exiger que les candidats joignent une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis au service acheteur concerné lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables, même si celui-ci ne l'a pas expressément prévu (R.2143-14 CCP.)

◆ **Renseignements relatifs à l'offre**

A l'appui de leur offre, les candidats devront fournir les pièces suivantes :

- **L'acte d'engagement relatif à chaque lot complété** : La signature de l'acte d'engagement n'est pas requise au stade de remise des offres. Elle sera demandée à l'attributaire du marché uniquement. Si plusieurs lots sont attribués à un seul titulaire, un seul acte d'engagement pour l'ensemble des lots concernés sera requis et signé.

Cet acte d'engagement sera éventuellement accompagné par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (formulaire DC4).

Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

- **Le BPU DQE complété relatifs à chaque lot ;**
- **Leur proposition technique et financière**, en réponse aux exigences de la commande. Devront être détaillés dans la proposition technique, les points suivants :
 - Méthodologie proposée ;
 - Planning proposé ;
 - Adéquation des moyens humains et matériels affectés à la réalisation des missions (avec CV des personnes intervenants réellement sur la mission et interlocuteur du CEN).

1.10 Analyse des candidatures et jugement des offres

1.10.1 Analyse des candidatures

Les offres des candidats qui n'ont pas la qualité pour présenter une offre ou dont les qualités professionnelles et financières sont insuffisantes seront écartées.

1.10.2 Jugement des offres

Les offres devront être conformes aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières, notamment la présence lors de la **visite de site obligatoire** le XX juin.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables seront examinées dans les conditions des articles L2152-1 à L2152-4 et R2152-1 et 2 CCP.

Sur la base de critères de pondération ci-dessous énoncés, le maître d'ouvrage choisit l'offre économiquement et techniquement la plus avantageuse :

1. Valeur technique jugée au travers de la note méthodologique (pondéré à 60 points) et notamment :

- Qualité de l'offre technique du candidat (cohérence, respect des éléments portés au CCTP, réponse aux problématiques, clarté des propositions,...) ;
- Capacité organisationnelle ;
- Calendrier et respect des délais ;
- Qualifications et expériences similaires ;

2. Prix des prestations (pondéré à 40 points)

Le prix sera jugé au travers du montant total (taux de rémunération indiquant un forfait provisoire) en application de la formule suivante :

$$40 \times \text{meilleur prix} / \text{prix de l'offre analysée}$$

Il est précisé par ailleurs que :

- Lors de l'examen des offres, le CEN Rhône-Alpes se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires ;
- Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le présent règlement ne sera pas pris en compte.

1.11 Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les candidatures et les offres seront obligatoirement transmises par voie électronique par la plateforme de dématérialisation e-marchespublics.com. **(R2132-7 du CCP) (Toute offre papier sera considérée comme irrégulière non régularisable au titre du présent article).**

La totalité des offres des candidats sera entièrement rédigée en langue française et devra être établie en euros. Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Pour toute précision le contact est : Damien Grima damien.grima@cen-rhonealpes.fr (réfèrent), antenne01@mail.cenrhonealpes.org (secrétariat).

1.12 Indemnités des candidats ayant remis une offre

Il n'est pas prévu de primes versées aux candidats.

1.13 Documents à remettre par l'attributaire

Après attribution du marché, l'acheteur invitera, par voie électronique le soumissionnaire retenu à produire, **dans un délai maximum de 10 jours à compter de la réception de la demande**, les documents suivants :

- L'acte d'engagement daté et **signé** (sauf si le document a été remis signé au moment du dépôt de l'offre)

- Si le candidat est une personne morale, les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à l'engager (statuts ou le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE ou équivalent) et, le cas échéant, pouvoirs internes **signés**)
- Si l'attributaire est un groupement d'entreprises, le mandataire doit fournir, un document d'habilitation **signé** par les autres membres du groupement précisant les conditions de cette habilitation et notamment l'autorisation donnée au mandataire de signer l'offre au nom du cotraitant. A défaut de transmission de ce document d'habilitation du mandataire, il sera demandé au(x) cotraitant(s) n'ayant pas remis ce document de signer l'acte d'engagement du marché public selon les modalités prévues au 9.2 ci-dessus.
- les justificatifs relatifs à l'absence d'interdiction de soumissionner prévus aux articles R2143-6 à R2143-10 CCP; ainsi que les justificatifs que les donneurs d'ordre publics sont tenus d'exiger de leur cocontractant avant la conclusion du contrat en vertu des dispositions du code du travail.

1.14 Modalités de signature du contrat et des documents nécessitant une signature

L'acheteur signe le contrat après que l'attributaire l'ait signé.

► Signature de l'acte d'engagement par les parties :

● Si l'offre a été remise non signée :

- l'acheteur invitera l'attributaire à signer l'acte d'engagement de manière électronique. L'acheteur le signera à son tour de façon électronique ;
- dans le cas où l'attributaire ne serait pas en mesure de signer l'acte d'engagement de manière électronique dans le délai exigé au 12 ci-dessus, il sera autorisé à le signer de manière manuscrite.

L'acheteur le signera électroniquement sauf impossibilité technique spécifique.

● Si l'offre a été remise signée :

- dans le cas où l'acte d'engagement a été signée électroniquement, l'acheteur la signera de manière électronique ;
- dans le cas où l'offre a été signée de manière manuscrite :

. L'acheteur invitera l'attributaire à signer à nouveau l'acte d'engagement de manière électronique dans le délai exigé au 12 ci-dessus. L'acheteur le signera électroniquement ;

. Dans le cas où l'attributaire indiquerait à l'acheteur ne pas être en mesure de signer l'acte d'engagement de manière électronique dans le délai susvisé, il sera autorisé à le signer de manière manuscrite. L'acheteur le signera électroniquement sauf impossibilité technique spécifique.

► Signature des autres documents (*hors acte d'engagement*) devant faire l'objet d'une signature par l'attributaire:

Les autres documents nécessitant une signature de la part de l'attributaire (mandant des cotraitants, attestations sur l'honneur...) seront de préférence signés électroniquement et selon les mêmes modalités que l'acte d'engagement. Dans le cas où l'attributaire indiquerait à l'acheteur ne pas être en mesure de les signer électroniquement, il sera autorisé à les signer de manière manuscrite.

NB : LA SEULE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE D'UN FICHIER COMPORTANT PLUSIEURS DOCUMENTS (NOTAMMENT D'UN FICHIER DE TYPE « ZIP ») SERA CONSIDÉRÉE COMME NON-CONFORME. LA SIGNATURE ÉLECTRONIQUE DOIT ÊTRE PRÉSENTE POUR CHAQUE DOCUMENT DONT LA SIGNATURE EST REQUISE (CF. NOTICE RELATIVE À LA DÉMATÉRIALISATION DES MARCHÉS PUBLICS).

1.15 Suite à donner si l'attributaire ne produit pas les documents exigés.

- Si le candidat retenu ne peut produire les justificatifs prévus par les articles R2143-3 à R2143-12 CCP et par le code du travail dans le délai fixé, la candidature est déclarée irrecevable, le candidat est éliminé. L'élimination du candidat sera prononcée par l'acheteur qui présentera la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.
- A défaut de transmission des attestations d'assurance ou de signature de l'acte d'engagement dans le délai de 10 jours prévu ci-dessus, l'acheteur met le titulaire en demeure de se conformer à cette obligation dans un délai maximum de 15 jours à compter de la réception de la mise en demeure. **A défaut de communication de ces documents, le marché ne sera pas notifié.**

1.16 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires administratifs ou techniques qui leur seraient nécessaires au cours de leur prestation, les candidats devront adresser par une demande au maître d'ouvrage via la plateforme de **dématérialisation e-marchespublics.com**.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises via la même plateforme, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

1.17 Fin de la procédure

La fin de la procédure est appliquée conformément l'article R.2181-2 CCP.

1.18 Sur la notification du marché

En application de l'article R.2182-4 du Code de la commande publique, un exemplaire du contrat signé par le pouvoir adjudicateur sera notifié au titulaire du marché par voie électronique uniquement.

1.19 Sur les voies et délais de recours.

L'instance à saisir sera : Le Tribunal Administratif de Lyon 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon

Sur le fondement de l'article L.151-1 du Code de justice administrative, pourra être exercé depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat aux fins d'annulation en cas de manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence, un référé précontractuel.